

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=RES&ID_NUMPUBLIE=RES_126&ID_ARTICLE=RES_126_0177

De l'objectivation des risques à la régulation des comportements.
L'information sur la qualité de l'air comme instrument d'action publique
par Yannick RUMPALA

| Lavoisier | Réseaux

2004/4 - n° 126

ISSN 0751-7971 | pages 177 à 212

Pour citer cet article :

— Rumpala Y., De l'objectivation des risques à la régulation des comportements. L'information sur la qualité de l'air comme instrument d'action publique, Réseaux 2004/4, n° 126, p. 177-212.

Distribution électronique Cairn pour Lavoisier.

© Lavoisier. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

DE L'OBJECTIVATION DES RISQUES
À LA RÉGULATION
DES COMPORTEMENTS

L'information sur la qualité de l'air comme instrument
d'action publique

Yannick RUMPALA

Qu'est-ce que je respire ? Question apparemment simple que tout citoyen peut se poser. Mais la réponse attendue n'est pas forcément aussi simple que celle apprise à l'école (« l'air est composé de 78 % d'azote, de 21 % d'oxygène, et de 1 % d'autres gaz »). De plus en plus souvent, la question serait plutôt : qu'est-ce que je respire vraiment ? Ou, dit autrement : l'air que je respire est-il pollué ? Ce type de question est l'expression d'une inquiétude, potentiellement aiguillonnée par la montée de signaux d'alarme sur la qualité de l'air. Mais vouloir y répondre entraîne rapidement d'autres interrogations, peut-être plus délicates. Comment savoir ce que je respire ? Comment savoir si l'air est pollué ? Où trouver de l'information ? Et, une fois qu'une source de renseignements sera localisée, quels éléments pourront être au bout du compte récoltés¹ ?

En France, l'information en matière de qualité de l'air correspond en fait désormais à une obligation législative, en l'occurrence définie par la loi du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie. Avec la

1. Cet article prolonge une recherche rendue en octobre 2002 (« III^e partie : Structures, processus et modes d'information », in L'obligation d'information comme instrument d'action publique. Les dispositifs de surveillance et de délibération en matière de lutte contre la pollution atmosphérique, Rapport de recherche pour l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), en collaboration avec Franck Boutaric et Isabelle Vazeilles, sous la responsabilité de Pierre Lascoumes, Paris, CEVIPOF, 303 p.).

Cinq organismes de surveillance de la qualité de l'air ont été plus particulièrement étudiés :

- l'AIRAQ (Association pour la surveillance de la qualité de l'air en Aquitaine) à Bordeaux,
- AIRPARIF à Paris,
- l'ASCOPARG (ASsociation pour le CONtrôle et la Préservation de l'Air dans la Région Grenobloise) à Grenoble,
- AREMA Lille Métropole (Association pour la mise en œuvre du Réseau d'Etudes, de Mesures et d'Alerte pour la prévention de la pollution atmosphérique dans la zone Lille Métropole),
- l'ASQAP (Association pour la Surveillance de la Qualité de l'Air en Picardie) à Amiens.

En plus des entretiens réalisés, les visites dans ces structures ont permis de composer un corpus de documents. À ceux-ci se sont ajoutés les documents recueillis auprès d'organisations nationales : ministère de l'Environnement, Ademe, Fédération Atmo... Une veille a conjointement été effectuée sur les sites internet de ces organisations. L'investigation a été plus qualitative que quantitative, l'analyse des matériaux mis en circulation visant surtout à saisir les manières de faire.

surveillance, cette mission qui peut s'apparenter à un service public est notamment assurée par des organisations constituées en associations de type loi 1901, agréées par le ministère en charge de l'Environnement². Les tâches correspondantes sont précisées dans le décret n° 98-360 du 6 mai 1998³.

Cet article se situe du côté de la mise en œuvre de ces prescriptions législatives et réglementaires. Il vise à éclairer le rôle que joue cette information dans les modalités de gestion de ces problèmes environnementaux. À quelle production correspond l'obligation d'information ainsi définie ? Qu'est-ce qui est mis en circulation dans l'espace public et proposé aux populations ? En servant d'instrument d'action publique, c'est tout un agencement sociodiscursif que tisse cette information et qu'il faut donc appréhender⁴.

Vu dans son ensemble, le dispositif national qui s'est mis en place pour surveiller et en partie gérer la pollution atmosphérique prend de plus en plus une forme qui le rapproche de ce qu'Anthony Giddens appelle un système expert⁵. Derrière les informations mises en circulation, il y a un entrelacement complexe d'éléments très divers : des appareillages techniques de mesure, des études scientifiques, des procédures de validation des données, des compétences rassemblées pour faire fonctionner les appareils et interpréter les mesures, des mécanismes de financement, un encadrement législatif et réglementaire... Ce système expert semble encore en phase de construction et d'installation. Il permettrait le développement de capacités institutionnelles de surveillance, en l'occurrence sur un champ mal connu d'interactions entre les activités socio-économiques et la composante atmosphérique de l'environnement⁶.

2. Voir Décret n° 98-361 du 6 mai 1998 relatif à l'agrément des organismes de surveillance de la qualité de l'air.

3. Plus précisément dans l'article 7 de ce décret « relatif à la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement, aux objectifs de qualité de l'air, aux seuils d'alerte et aux valeurs limites ».

4. Le terme de discours est ici pris dans une acception large, pouvant être reliée aux conceptions de Michel Foucault, et devant permettre de le raccrocher au champ des pratiques. Voir SHARP, RICHARDSON, 2001.

5. GIDDENS, 1994.

6. Nous donnons en fait ici à la notion de surveillance une signification plus extensive que celle d'Anthony Giddens, lui-même fortement inspiré sur ce point par le travail de Michel Foucault.

Ce qui se passe à l'interface entre ce type de système et la population conditionne l'organisation et la stabilité des relations d'échanges entre ces deux univers. Dans cette perspective, le nombre et la nature des points de contact sont des variables centrales⁷. La nature de ces points de contact est déterminante, car c'est là que les individus vont rencontrer des connaissances qui ne sont pas celles de leur vie de tous les jours.

L'information produite ne devrait pas être vue comme un simple *output* de ce système expert à destination du public. C'est aussi le support d'une relation où la confiance tend à prendre une place déterminante. Au-delà de la mise en évidence du poids croissant des systèmes experts dans la société, un des intérêts de la réflexion d'Anthony Giddens est justement de faire ressortir le rôle que tient la confiance dans les liens entre ces construits organisationnels et la population. Cette variable apparaît effectivement comme une base essentielle dont a besoin tout système expert pour pouvoir fonctionner et se perpétuer. La confiance produite permettrait en l'occurrence de gouverner la prise en charge collective des nuisances. Inspirer la confiance deviendrait une condition importante pour s'assurer du soutien du public et éventuellement de son ralliement à de nouveaux comportements. L'une des limites de la réflexion d'Anthony Giddens est cependant qu'elle ne porte pas véritablement attention aux vecteurs communicationnels permettant d'assurer cette confiance.

L'information diffusée sur la qualité de l'air partage un large ensemble de caractéristiques avec d'autres informations circulant dans l'espace public. En ce sens, elle peut être étudiée, dans son contenu comme dans sa forme, en reprenant des outils mis à l'épreuve en sociologie de la communication⁸. D'une part, ces outils peuvent permettre de saisir sur quoi portent les informations transmises. Ils offrent des principes d'analyse des discours et peuvent aider à repérer des formes et des figures argumentatives. D'autre part, ces outils peuvent aussi donner des appuis pour examiner les supports mis à contribution, les modalités d'utilisation de ces supports, et les modes de présentation des informations. Le contenu scientifique de celles-ci incite notamment à mettre à profit les études faites en sciences de la communication sur la « vulgarisation⁹ ».

7. Voir GIDDENS, 1994, p. 94.

8. Voir LARAMÉE, VALLÉE, 1991. Pour des éléments plus appliqués, voir par exemple *Communication & organisation*, n° 20, 2^e semestre 2001, « La communication du risque ».

9. Voir *Hermès*, n° 21, 1997, « Sciences et médias ».

De fait, la production d'information environnementale s'appuie sur l'assemblage de données provenant d'appareillages et de réseaux technicoscientifiques. C'est une raison forte qui pousse à intégrer aussi des apports de la sociologie des sciences et des techniques. Saisir la construction de cette information suppose en effet de pouvoir étudier les processus de mise en forme et de circulation des connaissances. Pour cela, les approches de Michel Callon et Bruno Latour¹⁰ sont séduisantes, car elles invitent à reconstituer les chaînes de traduction, en ne se limitant d'ailleurs pas aux médiateurs humains. Elles mettent également en relief les activités d'intéressement présentes dans les processus collectifs enclenchés et les dispositifs qui leur servent de supports¹¹. Ce cadre d'analyse invite ainsi à accorder une importance particulière aux intermédiaires qui circulent entre les acteurs¹².

Le système expert qui semble s'installer autour de la qualité de l'air peut être repéré par son activité discursive, et c'est par celle-ci que nous pénétrons le travail informatif qui vient en bout de chaîne. Nous verrons ensuite, en étudiant les supports de communication utilisés, comment ce système expert peut entrer en contact avec les populations. Nous montrerons que l'activité informative sur la qualité de l'air passe aussi par une assimilation des règles du monde de la communication et la mise en avant de garanties de crédibilité. Nous mettrons enfin en évidence les dispositifs d'intéressement qui sont aussi agencés à travers cette ambition informative, et nous analyserons la manière dont ces dispositifs poussent jusque dans le domaine des comportements individuels. Dans ce cheminement, nous laisserons de côté les situations d'alerte pour privilégier la communication de fond, par définition moins ponctuelle.

RENDRE VISIBLE CE QUI NE L'EST PAS (OU PAS TOUJOURS)

En matière de qualité de l'air, les démarches informatives provenant des réseaux de surveillance tendent à se positionner couramment dans un même type de schéma : celui d'une mise en visibilité. En fait, cette activité des

10. Voir CALLON, 1988 ; LATOUR, 1995.

11. Voir AKRICH, CALLON, LATOUR, 1988. Le verbe intéresser est ici à appréhender dans le sens de faire prendre intérêt à quelque chose.

12. Sur cette notion d'intermédiaire et le cadre conceptuel dans lequel elle s'insère, voir CALLON, 1991. Dans cette optique, la notion d'intermédiaire sert à désigner « tout ce qui passe d'un acteur à un autre et qui constitue la forme et la matière des relations qui s'instaurent entre eux » (*ibid.*, p. 197).

réseaux ne consiste pas seulement à fournir des résultats de mesures, comme pourrait le laisser penser une interprétation littérale des textes réglementaires. Les données issues des analyseurs sont emboîtées dans un ensemble discursif plus large. Dans ce schéma commun de mise en visibilité sont agencés des thématiques et des axes argumentaires dont la construction est presque répétitive. Ces axes argumentaires tendent à s'articuler autour d'un triptyque problèmes/effets/voies d'amélioration. Autrement dit, quels sont les polluants et qui en sont les émetteurs, quels peuvent en être les effets (sur la santé, sur l'environnement), comment préserver ou améliorer la qualité de l'air ? Ce triptyque prend appui sur la mise en avant de relations causales entre ces éléments.

Un discours démonstratif

Une justification de l'air comme enjeu digne d'intérêt

Les informations mises en circulation par les réseaux expriment d'abord un effort pour montrer l'importance de la question de la qualité de l'air, des enjeux qui peuvent être associés à cette question. Dans la problématisation mise en place, il s'agit d'intéresser les populations pour en quelque sorte lier leur destin à celui de l'air. L'objet de ces informations concerne en effet un élément vital. C'est ce que rappelle par exemple l'Ademe dès les premières phrases d'un petit guide pratique : « L'air est indispensable à la vie. Préserver la qualité de l'air que l'on respire est un enjeu décisif¹³. »

Les messages avancés ramènent vers l'environnement de tous les jours. Ils invitent à penser une fonction humaine qui se fait justement sans avoir besoin de penser : la respiration. C'est effectivement la question posée en sous-titre sur le petit dépliant de l'ASCOPARG qui sert de bulletin annuel pour l'année 2000 : « Que faites-vous 30 000 fois par jour ? » La réponse est au verso et s'adresse aussi directement au lecteur : « Vous respirez. » L'ampleur du discours déployé montre rapidement que la banalité n'est qu'apparente. Et que l'attention de chacun doit être mobilisée sur ce qui constitue l'air respiré. Pas seulement d'ailleurs lors de phénomènes qui bénéficient d'un retentissement médiatique comme les « pics de pollution ». Mais bien au quotidien, jusqu'aux activités les plus courantes qui peuvent

13. Ademe, *Qualité de l'air*, Guide pratique Information des citoyens, août 2001, p. 3.

intervenir dans l'évolution de la composition atmosphérique. L'air tend ainsi à être présenté comme un bien collectif.

Les effets de la pollution atmosphérique sont mis en visibilité dans des présentations qui privilégient le plus souvent les aspects touchant à la santé. Des tableaux sont couramment utilisés pour lister et montrer les effets sanitaires des principaux polluants, ceux qui sont par là même désignés comme justiciables d'une attention collective. Chaque polluant se trouve ainsi associé à une série de caractères plus ou moins pathogènes, dont certains ne concernent pas seulement la fonction respiratoire. L'attention accordée aux effets sur l'environnement (naturel ou construit) est généralement plus réduite.

Repérage des situations problématiques

Telle qu'elle est présentée, la surveillance de l'air apparaît sélective, et elle vise en fait essentiellement un ensemble limité d'espèces chimiques considérées comme des « indicateurs de pollution atmosphérique ». Les différents seuils et normes inscrits dans l'arsenal juridique ne constituent pas une simple toile de fond institutionnelle : c'est avec eux que sont repérées les situations problématiques. Ces chiffres fournissent une démarcation entre les situations qui sont acceptées comme saines et celles qui ne le sont pas. Les épisodes de pollution gagnent ainsi en visibilité au fur et à mesure que s'abaissent les seuils fixés réglementairement. De fait, des conditions plus sévères peuvent obliger à réagir à une situation, alors que cette même situation serait auparavant passée sans susciter de retentissement. Un effort est d'ailleurs fait pour éviter de concentrer l'attention sur les « pics de pollution » et pour montrer en revanche l'importance de la pollution « de fond ».

L'image donnée de la pollution atmosphérique est celle d'un problème d'origine essentiellement urbaine. Mais l'extension des études, cartographies à l'appui, contribue aussi à élargir l'espace potentiellement touché. Les travaux réalisés au sein des réseaux permettent de montrer que, du fait des circulations atmosphériques, ces phénomènes de pollution n'épargnent pas les zones rurales.

L'attention à la pollution de l'air a également été poussée jusqu'à l'intérieur même des bâtiments et habitations, du fait de « sources endogènes » comme les matériaux de construction (peintures...) ou certains produits domestiques

(bombes aérosols...). La vigilance se trouve ainsi requise en définitive pour tous les espaces, même ceux qui auraient pu apparaître comme des refuges contre les polluants extérieurs.

Un discours d'imputation de responsabilités

La problématisation qui se déploie à travers l'information des réseaux de surveillance vise aussi à montrer l'origine des pollutions atmosphériques. Ce faisant, elle permet par la même occasion de mettre en évidence l'influence des activités humaines sur la qualité de l'air. Des tableaux de pourcentages servent souvent à désigner plus précisément les différentes sources à mettre en cause. L'offre d'une comparaison de ces pourcentages devient ainsi un moyen de donner à voir les degrés de responsabilité. Trois catégories sont généralement repérées, sous des dénominations proches : les transports routiers, les industries et énergies, le résidentiel et tertiaire.

Les principaux objets d'attention ont en fait dans les discours une place qui résulte d'une évolution dans l'appréhension des activités préjudiciables. En effet, les indicateurs choisis pour les émissions de type industriel ont enregistré depuis les années 1950 une diminution considérée comme appréciable dans la sphère institutionnelle. Dans le même temps, par comparaison, le trafic automobile est apparu comme une source de pollution de plus en plus importante. Les préoccupations qu'avaient pu susciter des polluants comme le dioxyde de soufre tendent ainsi à diminuer et ont laissé la place à d'autres soupçons concernant d'autres facteurs de dégradation de la qualité de l'air, en l'occurrence ceux rattachables à l'augmentation continue de la circulation automobile.

Un lecteur non spécialiste peut être surpris d'apprendre que la pollution atmosphérique ne résulte pas seulement de la présence de polluants. Une part de l'information produite s'attache en effet à mettre en évidence l'influence des conditions météorologiques. C'est même un thème qui trouve une place propre dans les discours des associations de surveillance. « L'influence de la météorologie sur la qualité de l'air » est ainsi abordée dès le premier numéro officiel (septembre-octobre 2000) de *Formule Air*, le bulletin de la qualité de l'air en Aquitaine, où ce thème bénéficie de deux pages et demie (sur huit). Des schémas sont d'ailleurs fréquemment utilisés dans les documents d'information pour aider à expliquer les phénomènes en cause.

En plus des polluants, d'autres protagonistes semblent donc intervenir sur la qualité de l'air. Certains seraient indésirables, notamment le soleil, à cause de la chaleur qu'il induit et des réactions chimiques que la montée de température peut favoriser. D'autres seraient bienveillants, comme le vent qui permet de disperser les polluants, ou la pluie qui les entraîne au sol. Dans cette logique, les craintes à l'égard de la pollution atmosphérique seraient ainsi presque à adapter selon les saisons.

Bien entendu, les conditions météorologiques sont encore un facteur incontrôlable, et les efforts envisageables sont donc placés du côté de la prévision. Celle-ci est aussi une forme d'appel à la vigilance du conducteur automobile qui, s'il connaît ces conditions, peut adapter son comportement en conséquence.

Description et promotion de voies d'amélioration

Les activités d'information ne font pas seulement état de sujets de préoccupations. Elles signalent aussi des améliorations ou des voies d'améliorations. Ce répertoire argumentaire dessine principalement deux lignes d'action : d'une part, des mesures incarnant une intervention contraignante des pouvoirs publics ; d'autre part, des formes d'appel et d'incitation aux actions individuelles.

Les mesures visant à la suppression du plomb dans l'essence ont ainsi des effets qui peuvent être rendus visibles. Il suffit d'aligner dans des tableaux des mesures de concentrations en diminution, et certains réseaux vont jusqu'à annoncer la disparition du problème. Les émissions industrielles semblent également sur le point d'être maîtrisées. C'est en fait surtout la baisse des concentrations de dioxyde de soufre qui apparaît significative, les principaux arguments étant un meilleur contrôle des grandes sources industrielles et le recours à l'énergie électronucléaire.

Les commentaires faits sur les opérations « En ville sans ma voiture ! » sont une autre manière de montrer des voies d'amélioration, mais dans un registre plus individualisé. Ils permettent de donner à voir des effets positifs sur la qualité de l'air lorsque sont prises des mesures restrictives sur la circulation automobile.

Quel que soit le niveau institutionnel, le travail de communication permet surtout de mettre en avant une démarche proactive : il donne à voir un

ensemble d'initiatives tendues vers un horizon commun. Parmi celles-ci, celles en faveur de la prévision des « épisodes de pollution » ont pu être plus particulièrement présentées comme une manifestation forte des souhaits d'amélioration.

Difficultés d'adaptation du contenu informatif

Un regard même rapide sur l'information mise en circulation suffit à convaincre que la surveillance de l'air est dans une large mesure une affaire scientifique. Cela n'empêche apparemment pas que cette information puisse être orientée vers un vaste public aux compétences pour le moins diverses. Dans son contenu, l'information est en effet aussi le produit d'un passage des données et connaissances par une mise en forme qui les accompagne dans leur circulation.

Dans l'ensemble, le lexique et les formules utilisés manifestent une forme de tension entre le registre scientifique et le registre plus ordinaire du langage commun. Les termes et expressions scientifiques sont très présents, mais ils croisent aussi des tentatives didactiques de définition, de traduction, de reformulation, par exemple sur les méthodes de diagnostic ou sur les composantes de l'atmosphère.

De fait, s'intéresser à la qualité de l'air, c'est entrer dans un univers particulier, celui de la chimie, avec ses symboles, avec ses corps aux noms et aux propriétés parfois étranges. Un peu déroutant certes pour le lecteur non spécialiste, mais le discours avancé peut donner l'impression que pour les professionnels qui s'en occupent, il s'agit d'un univers dont l'exploration est déjà largement engagée. La solidité des connaissances avancées n'apparaît cependant pas totale et des éléments d'incertitude traversent les énoncés relatifs à certains phénomènes. À côté d'un savoir construit, admis pour sa robustesse, les discours produits laissent entrevoir un champ de connaissances plus instable car encore en construction.

Côtoyant le registre scientifique, c'est aussi une prétention à l'objectivité qui traverse couramment l'agencement discursif produit sur la qualité de l'air. Cette prétention peut être rendue crédible par la mise en avant et la mise en forme des données recueillies. Pour rendre compte des situations, les réseaux de surveillance semblent n'avoir qu'à laisser les chiffres parler d'eux-mêmes. Pour être exact, c'est plutôt le mode de présentation des données qui

est censé faire parler ces chiffres. Ces derniers entrent en effet dans des tableaux ou dans des représentations graphiques (histogrammes...), qui peuvent être couplés aux textes pour asseoir leur argumentation et servir alors comme éléments de preuve.

Utiliser ces tableaux suppose cependant de trouver les références, de relier des chiffres à d'autres chiffres, en particulier des résultats périodiques à des normes ou des données antérieures. Le lecteur qui s'engage dans cette tâche pénètre donc en fait dans un véritable enchevêtrement, le plus souvent sans avoir de « mode d'emploi » à sa disposition. Si ce lecteur courageux change de région, la tâche peut devenir encore plus difficile, car il risque de rencontrer d'autres choix dans la présentation des données. En apparence, la mission d'information est remplie, puisque des résultats sont donnés et rendus publics. Mais que pourra en faire un lecteur sans compétences scientifiques ? Ces compétences ne relèvent d'ailleurs pas simplement de la physique-chimie. Quelques connaissances statistiques semblent également bienvenues, par exemple pour saisir certains modes de calcul.

Pour les concepteurs et rédacteurs de ces documents, la difficulté est justement de combiner des contraintes rédactionnelles de natures différentes. Cette fourniture d'information doit, d'une part, trouver ses garanties dans l'ancrage techno-scientifique des contenus. Mais ces contenus doivent, d'autre part, être remis dans une forme qui les maintiennent à la portée de la masse des lecteurs non spécialistes. Les discours produits flottent au bout du compte à la frontière de ces deux registres, mais sans résoudre véritablement la tension qui les sépare.

L'indice Atmo comme intermédiaire pour une communication simplifiée

L'indice Atmo est devenu un intermédiaire central dans le travail relationnel engagé par les organisations de surveillance. En France, le recours à un indice a été introduit à la fin des années 1980 par AIRPARIF pour synthétiser les données et présenter une évaluation globale de la qualité de l'air en agglomération dans la journée. Cet indicateur de synthèse est le produit de la pondération de quatre polluants (dioxyde de soufre, dioxyde d'azote, ozone, poussières), qui sont censés être les révélateurs des principales sources de pollution envisageables (activités industrielles, résidentiel et tertiaire, trafic automobile). Les mesures relevées sur un échantillon de stations sont combinées et converties sur une échelle unique,

laquelle permet de donner un seul chiffre journalier valable pour la zone délimitée. Le chiffre obtenu varie de 1 à 10, avec à chaque fois un adjectif pour le qualifier (d'excellent pour 1 à exécration pour 10). L'indice Atmo promu par le ministère de l'Environnement a repris et étendu cette idée¹⁴.

La mise en œuvre de cet indice est à rapprocher des opérations que Laurent Thévenot appelle des « investissements de forme¹⁵ ». Ces opérations permettent de produire des intermédiaires qui, en simplifiant, en réduisant des données, peuvent par exemple faciliter leur maniement. Dans le cas de la qualité de l'air, l'indice présente une apparence plus homogène et prend une forme qui peut rendre sa diffusion plus aisée. Il permet de dresser rapidement des bilans, de dégager à grands traits des évolutions temporelles. Le caractère synthétique de l'indice Atmo facilite aussi son intégration dans le flux médiatique. Lorsqu'il est repris par la presse, les radios ou les télévisions, l'information apparaît cependant souvent minimale et il n'y a guère de précision sur l'origine de l'indice.

Cet investissement de forme a un coût, car il laisse de côté tout un ensemble de données. En effet, la détermination de l'indice Atmo se fait à partir d'un nombre réduit de polluants. À chacun de ces polluants correspond un « sous-indice », calculé selon une échelle spécifique à partir des concentrations mesurées dans les stations sélectionnées comme représentatives. Au bout du compte, l'indice global qui servira de référence pour une journée n'exprime en fait que le plus élevé des sous-indices ainsi établis.

Ce faisant, il y a une part d'incertitude, d'inconnu, qui tend à être masquée. L'intermédiaire ainsi produit et diffusé tend à être présenté comme une visualisation relativement fidèle de la pollution, alors qu'il perd de vue certains aspects de la situation. Et pas des moins importants, notamment pour ce qui concerne des phénomènes plus difficiles à saisir, car résultant de l'association ou de l'interaction de différents polluants. De ce point de vue, dans certaines situations, l'emploi d'un tel indice est susceptible de voiler l'importance de la dégradation de la qualité de l'air.

14. Les grilles de calcul de l'indice de la qualité de l'air et les qualificatifs associés aux dix valeurs de l'indice ont été précisés par l'arrêté du 10 janvier 2000 relatif à l'indice de qualité de l'air (JO, 18 février 2000).

15. THÉVENOT, 1986.

L'indice Atmo est en fait positionné dans un registre ambigu. Par certains côtés, il a les apparences de l'outil scientifique. Mais même s'il ne peut prétendre à cette qualité, les discours mis en circulation viennent rarement démentir cette impression que pourrait avoir le lecteur non spécialiste. D'ailleurs, les modalités d'établissement des sous-indices, comme les types de calcul desquels ils découlent, sont rarement présentés et c'est plutôt comme une « boîte noire » que l'indice est utilisé.

En fait, l'indice Atmo constitue aussi pour une large part un dispositif d'intéressement. Il n'a pas seulement été conçu pour informer, mais aussi plus largement pour contribuer à la prise de conscience de divers publics. Son installation dans l'espace public est censée établir un lien quotidien entre les populations et l'air qu'elles respirent.

UNE AMBITION INFORMATIVE PORTÉE PAR UNE PALETTE D'INTERMÉDIAIRES

C'est notamment par les intermédiaires mis en circulation que peuvent se constituer des points de contact entre les populations et le système expert qui s'est bâti autour de la qualité de l'air. La nature de ces intermédiaires et leurs modalités d'utilisation sont donc importantes, car ils vont aussi servir de supports aux activités d'intéressement. Quatre types d'intermédiaires permettent principalement de rassembler les données représentatives et d'incarner l'ambition informative : le papier, les technologies électroniques, les services téléphoniques, différentes formes de mobilier. Des relais médiatiques sont également recherchés.

Les documents d'information sur support papier

Tous les réseaux de surveillance produisent et mettent en circulation différents types d'imprimés. Le papier est un des supports qui donne une existence matérielle au travail des réseaux. Ceux-ci adoptent des périodicités similaires pour leur document. La plupart proposent un état quotidien, généralement transmis par fax et principalement à destination des médias locaux. Cette information est construite autour de l'indice Atmo et accompagne l'estimation de la situation de la journée par une prévision pour le lendemain.

Des bulletins mensuels, bimestriels ou trimestriels permettent de récapituler cette information, de la compléter par des données plus précises, et d'élargir vers des connaissances connexes sur les phénomènes touchant la qualité de l'air. La périodicité des bulletins permet aux associations d'afficher une régularité de l'information. Cette présence rappelée périodiquement affirme par la même occasion la vocation de durabilité de ces organisations, autrement dit leur capacité à durer aussi longtemps que le problème le nécessitera.

Les rapports d'activité annuels sont positionnés dans un registre plus institutionnel. Leur densité permet aussi de renforcer symboliquement la stature organisationnelle des associations en les dégageant des impressions d'amateurisme que ce type de forme juridique peut susciter. La présentation des projets donne au surplus une ambition et un horizon d'action.

Des dépliants, brochures, plaquettes, peuvent venir en complément. Ces autres intermédiaires écrits sont souvent utilisés pour présenter sous une forme plutôt institutionnelle le dispositif local de surveillance et notamment l'association qui en a la charge. Certains documents plus didactiques visent davantage à donner des éléments d'explication sur les phénomènes de pollution atmosphérique, leurs sources, leurs effets et les moyens de les réduire.

Les tirages de ces différents documents restent en tout cas très limités comparativement à la population potentielle qu'ils peuvent concerner. Le plus souvent, ces tirages ne dépassent pas quelques milliers d'exemplaires pour les bulletins. En dehors du réseau de relations tissé par les associations (avec des collectivités territoriales, des établissements scolaires...), la diffusion de ces imprimés s'effectue d'ailleurs selon les aléas de la demande. Et l'utilisation du papier comme support d'information correspond en définitive à un espace de circulation très réduit.

La réalisation de plaquettes d'information correspond de surcroît à un investissement non négligeable pour des associations aux budgets limités. Et cet investissement n'est pas seulement financier. C'est ce que nous précisait Dominique Gombert, directeur adjoint d'AIRPARIF : « Faire des plaquettes pour des petites structures comme nous, c'est pas simple, parce que ça coûte cher, ça demande beaucoup d'investissement en termes d'infographie, et

c'est périssable. C'est très très périssable¹⁶. » Les réseaux locaux peuvent d'ailleurs participer à la diffusion de documents d'information dont ils ne sont pas les producteurs directs, par exemple ceux de la Fédération Atmo ou de l'Ademe.

Le développement du recours à l'internet

En 2001, à l'exception de l'Observatoire régional de l'air de Guyane, il n'y a plus d'association qui ne possède pas un site internet. Ce nouvel intermédiaire prend en quelque sorte la suite du Minitel qui avait été mis en avant par beaucoup de réseaux pour la fourniture d'information à la population. La nette diminution du nombre des connexions aux services Minitel et l'essor de l'internet ont incité la plupart d'entre eux à déplacer leur effort vers ce nouveau média. Le recours à l'internet tend d'ailleurs à être mobilisé comme un relais important pour le développement des pratiques d'information. Le ministère de l'Environnement a notablement poussé dans ce sens : « La mise en ligne d'un site internet pour chacune des associations de surveillance est une démonstration concrète des efforts produits en matière d'information du public¹⁷. »

Au-delà de l'engouement que ce média a pu connaître, l'internet s'est présenté comme un moyen d'élargir l'espace de diffusion des informations vers un vaste public, tout en ayant un coût bien plus réduit que la réalisation de documents sur support papier. Chaque possibilité de connexion pour un utilisateur offre en effet un point de rencontre potentiel avec l'offre d'information. L'internet tend même à être considéré comme le meilleur support disponible, au point d'être désormais envisagé comme un point de passage obligé pour les associations de surveillance, comme le laissait penser Dominique Gombert, directeur adjoint d'AIRPARIF : « Sans l'internet, je vois pas bien ce qu'on peut faire aujourd'hui. En com', dans notre esprit, c'est la vitrine. Je veux dire, sinon on est confronté à des outils de communication qui sont extrêmement rustiques. Essayons de communiquer sur la qualité de l'air en tout point de l'Ile-de-France, chaque heure, pour x polluants, puis plus tard définir l'exposition potentielle des 11 millions de Franciliens à travers soit un téléphone, soit un quart de ligne

16. Entretien réalisé le 11 juin 2002.

17. « L'information du public », *La qualité de l'air en France 1996-2000. Bilan et perspectives*, ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, p. 45.

dans un quotidien, soit le Minitel, c'est la quadrature du cercle, donc c'est vrai que l'internet, ça nous permet d'apporter au public toute la richesse des informations qu'on est capable de produire aujourd'hui. Avec une limite qui est le taux de percolation de l'internet dans la population française, que je maîtrise pas¹⁸ ».

Le recours à l'internet a aussi trouvé des justifications par d'autres avantages. Grâce à cet intermédiaire, les utilisateurs à la recherche de données et d'explications peuvent trouver des informations « en continu ». À la différence des documents sur papier, la fourniture d'informations est moins dépendante des délais de parution. La possibilité d'y accéder rapidement peut de surcroît donner un sentiment d'instantanéité. La mise en avant de résultats fournis « en temps réel » vient couramment renforcer ce type d'image. C'est notamment le cas lorsque l'écran permet d'aller voir ce qui est mesuré sur une station particulière, grâce aussi aux avancées techniques dans l'acquisition et le traitement des données. À défaut, c'est la rapidité dans l'actualisation des données qui sert aussi d'argument.

Le courrier électronique est utilisé par certaines associations comme un moyen de renforcer l'aspect interactif de ce média. Les envois périodiques d'e-mails permettent surtout de changer le sens de la démarche d'information. Après une inscription préalable, ce n'est plus le citoyen qui va vers l'information, c'est l'information, va vers le citoyen. Cette forme de relation permet en quelque sorte de construire une continuité de l'information.

Les services téléphoniques

Le téléphone est un autre canal couramment offert pour la diffusion de l'information. C'est notamment le recours à la formule du serveur vocal qui s'est répandu, comme à l'ASCOPARG ou à l'AIRAQ. À défaut, c'est un répondeur téléphonique qui est souvent utilisé pour donner des éléments d'information. Celle-ci est généralement centrée autour de l'indice Atmo (celui du jour et d'ordinaire la tendance du lendemain).

L'information téléphonique concernant la qualité de l'air est même apparue comme un créneau porteur, puisqu'une offre commerciale s'est également

18. Entretien réalisé le 11 juin 2002.

développée en 2002. La société de téléphone Orange propose ainsi un service « Info pollen & pollution », accessible sur téléphone portable sous forme de textes courts. L'offre est censée intéresser les « personnes allergiques » et vise à les prévenir « du risque de pollution et de pollens dans leur département afin de leur permettre d'adapter leur comportement (sport, sorties) et prendre préventivement leurs traitements ».

Les dispositifs mobiliers comme supports d'information

Les associations de surveillance explorent aussi d'autres moyens pour diffuser leur information auprès de la population. Le mobilier urbain est un de ces relais potentiels dont l'utilisation s'étend, même si l'espace disponible sur ces supports peut paraître plus limité. Les panneaux électroniques à message variable des grandes villes peuvent ainsi être utilisés pour afficher quelques informations, en cas de « pic de pollution » ou quotidiennement. Dans ce dernier cas, c'est généralement l'indice Atmo qui sert là aussi de référence centrale, avec un petit texte en style télégraphique présentant le chiffre et le qualificatif correspondant.

Certains réseaux tentent aussi des expériences pour s'assurer une forme de présence informative dans certains lieux publics. L'ASQAP a par exemple élaboré un panneau pour les pharmacies, les médecins spécialistes des maladies respiratoires et les lieux publics similaires. Une partie du panneau utilise un curseur sur le cou de la « girafe Atmo » pour indiquer la valeur de l'indice de la qualité de l'air. Sur une autre partie concernant les pollens, deux disques mobiles superposés indiquent la valeur de l'indice allergopollinique et l'espèce végétale responsable de cet indice. Au milieu de ce présentoir sont proposés des dépliants en guise de compléments explicatifs.

La recherche de relais médiatiques

Les associations de surveillance s'efforcent toutes d'assurer une reprise de leurs informations par les médias locaux (presse écrite, radios, télévisions). Leurs efforts visent notamment à assurer à l'indice Atmo une place dans le flux médiatique.

Que les relations avec les médias soient plus ou moins développées, la médiatisation fait figure de composante importante pour les réseaux dans

leurs activités d'information. De fait, la médiation journalistique apparaît vécue comme un point de passage obligé. Cette obligation ressentie dans les associations pose toutefois la question des relations entre deux champs professionnels dont les références et les codes sont divergents. Dans les entretiens avec les agents des réseaux, les rapports avec les médias ne sont pas présentés sous l'angle de la simplicité, et c'est au contraire leur dimension problématique qui est plutôt mise en avant.

Les personnes travaillant sur la communication dans les réseaux se retrouvent en effet face à un ensemble de contraintes mis en avant par les représentants des médias concernés. Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement de contraintes techniques de fabrication, mais aussi de contraintes commerciales liées à la capacité à capter un large public. Ces contraintes pèsent aussi lourdement sur l'information que les réseaux tentent d'insérer dans le flux médiatique, et notamment sur la forme que cette information aura en bout de chaîne.

En ce sens, le passage à travers le champ journalistique ne relève pas simplement de la médiation, mais contribue aussi à une forme de filtrage et de cadrage. La communication médiatique renvoie à des logiques propres, à des vues et des intérêts particuliers, et les associations de surveillance ne manquent pas de rappeler qu'elles se trouvent face à une propension journalistique à privilégier les aspects spectaculaires plutôt que les efforts pédagogiques étalés dans le temps. Elles peuvent en effet constater que les journalistes se tournent vers elles principalement lors des pics de pollution, pour réclamer des données. En dehors de ces épisodes plus ou moins fréquents, les demandes se font plutôt dans une optique de comparaison entre agglomérations et de classement, censé refléter par exemple les différences de qualité de vie.

Cette confrontation avec la logique marchande sous-jacente dans la logique médiatique apparaît ainsi comme une source de questionnement dans les réseaux. Elle est de nature à attirer l'attention des responsables de communication sur le contenu et la forme à prévoir pour pouvoir faire passer leur information dans l'espace médiatique.

UN SYSTÈME EXPERT ENTRE IMPÉRATIFS DE COMMUNICATION ET RECHERCHE DE CRÉDIBILITÉ

La mission d'information que les réseaux de surveillance doivent réaliser suppose qu'ils entrent dans un monde particulier, celui de la communication. Leur engagement dans cette activité montre qu'à travers celle-ci sont perçues et assimilées des règles censées faciliter la diffusion des messages. Un ensemble de garanties est conjointement mis en avant pour démontrer la fiabilité du travail réalisé.

La production d'un univers sémiotique

Garantir une adaptation au monde de la communication est un souci qui apparaît implicitement intégré dans ces productions à vocation informative. Ce souci se retrouve non seulement dans la forme de ces productions, mais aussi dans l'évolution du personnel employé dans les associations de surveillance. Certes, l'activité informative occupe encore un effectif très réduit. Dans la plupart des associations de surveillance, elle est principalement prise en charge par une seule personne, avec l'appui plus ou moins structuré d'autres membres du personnel. La prise en charge de ces actions de communication révèle toutefois une tendance à la professionnalisation. Dans les organigrammes, cette tendance se manifeste par la présence d'agents plus ou moins spécialisés, sous diverses étiquettes : « responsable de la communication » (ASQAP), « chargée de communication » (AIRAQ), « ingénieur communication » et « technicien multimédia » (AIRPARIF).

Cette professionnalisation s'effectue aussi de manière moins directe par une sous-traitance pour certaines réalisations, comme la conception graphique de documents (maquettes...) ou la création de site internet. Ce recours à des intervenants extérieurs spécialisés (agences de communication, sociétés spécialisées dans le développement d'outils pour le web) témoigne d'un souci de mettre en circulation des intermédiaires ayant une forme attrayante et donc susceptibles d'intéresser les publics auxquels ils sont destinés. Les associations produisent effectivement des documents qui exploitent une large palette de ressources graphiques. Les images utilisées pour agrémenter les textes placent le lecteur dans un univers visuel reconnaissable. La couleur bleue est très présente, de même que les symboles pouvant faire penser à l'air, notamment les petits nuages blancs qui reviennent très souvent dans les arrière-plans.

Les photographies sont aussi couramment utilisées et elles participent intimement à la construction du sens véhiculé. Mais elles ne viennent pas simplement contribuer à la formation d'un effet de réalité, comme peuvent le faire des photographies d'encombrements routiers utilisées par certaines brochures. Une large part des photographies réalise aussi une forme de mise en contact avec le travail quotidien des réseaux de surveillance. D'une certaine manière, ce sont aussi les outils de travail qui sont présentés en donnant à voir des appareils de mesure dont la plupart ne sont pas forcément connus du grand public. Les personnels sont également saisis dans ce qui peut être supposé comme étant leurs activités courantes : installation et relevé d'analyseurs, analyses de laboratoire...

Les titres des bulletins et lettres d'information apparaissent comme une autre tentative pour sortir du registre purement institutionnel et se rapprocher en quelque sorte du public. Beaucoup témoignent d'efforts créatifs orientés vers les jeux de mots avec le mot air. Le bulletin de l'ASQAP s'intitule *Quel air est-il ?*, celui de l'AIRAQ *Formule Air*. L'Ademe joue dans le même registre pour son « Bulletin de la qualité de l'air » baptisé *Buld'air*.

L'indice Atmo a lui aussi subi une adaptation de son apparence, se rapprochant ainsi d'un univers récréatif propre à susciter une sympathie rapide. En plus du chiffre, le niveau de l'indice est matérialisé en étant placé sur le cou coloré et gradué d'une girafe stylisée, à l'expression changeante selon le résultat obtenu.

L'entrée dans le monde de la communication tend donc à se faire moyennant l'intégration d'une forme de contrainte, à savoir celle de ne pas être ennuyeux. Cette contrainte est implicite : s'il s'agit de communiquer, il faut prévoir l'habillage adéquat. Le travail mis en place témoigne ainsi d'une assimilation des codes en vigueur chez les professionnels de la communication. Et l'un des objectifs qui se dégagent est effectivement de rendre attrayante l'information produite. De fait, pour les associations, accéder à la visibilité suppose de parvenir à gagner une place dans un espace public nourri par un flux continu et massif d'informations diverses. Il s'agit donc presque d'une compétition dans un champ de lutte symbolique, et la professionnalisation des pratiques de communication des réseaux peut être considérée comme la recherche de ressources efficaces pour pénétrer dans cet espace public encombré.

Des gages de crédibilité : pérennité, compétences techniques et qualités institutionnelles

La recherche de crédibilité se traduit également par un ensemble de gages que les associations cherchent à donner dans la présentation de leurs différentes occupations. Trois lignes de discours sont ainsi couramment avancées pour étayer la crédibilité des activités de surveillance et des productions sur lesquelles elles débouchent. Précisément, l'accent est mis à la fois sur la vocation à la pérennité de ces activités, sur les compétences techniques qu'elles sont capables d'incorporer, et sur leur positionnement institutionnel.

L'image présentée est en effet celle d'une activité permanente et continue. Dans sa plaquette de présentation (*L'air de la Métropole sous haute surveillance*), l'AREMA Lille-Roubaix-Tourcoing déclinait ainsi ses activités sous l'angle de la permanence : « surveiller en permanence », « informer en permanence », « étudier en permanence ». L'image présentée est aussi celle d'une activité qui se renforce. Toute une série d'énoncés sur la poursuite des efforts entrepris peut être retrouvée d'un numéro à l'autre dans les bulletins d'information. Les installations de nouveaux analyseurs, de nouvelles stations de mesure ou leur perfectionnement, le développement de nouveaux outils d'analyse, sont souvent une occasion de rappeler ces efforts.

La présentation des activités de surveillance tend conjointement à être appuyée sur la mise en scène de compétences techniques. L'AREMA les met par exemple en avant dans les intertitres de sa plaquette de présentation (« Des outils d'analyse performants », « Une équipe de techniciens hautement qualifiés »). Dans son bulletin de présentation, l'ASQAP souligne les atouts de sa maîtrise technique jusque dans la légende des photos : « Des appareils de mesure étalonnés assurent le contrôle et la véracité des résultats des différentes stations. »

Ce type de discours est fréquemment rejoint par la description d'une dynamique d'amélioration, de perfectionnement des dispositifs de surveillance. Les réseaux locaux montrent également qu'ils travaillent pour renforcer leurs connaissances sur les situations problématiques et les phénomènes rencontrés. Une place régulière est ainsi consacrée à la présentation d'études, susceptibles de consolider les bases de connaissances déjà disponibles.

Dans les discours produits par les réseaux s'affiche en outre un souci de délimiter leur place dans le paysage institutionnel. Ce souci, notamment invoqué également pour crédibiliser leur démarche, peut prendre deux formes, en s'inscrivant plus particulièrement dans le registre de l'indépendance ou dans le registre de la collaboration institutionnelle.

La communication d'AIRPARIF insiste souvent sur le premier. Dans la version d'octobre 1997 de la plaquette *AIRPARIF L'atmosphère capitale*, la première fiche présente la structure de l'association sous le titre « Une pluralité qui assure l'indépendance ». Elle met pour cela en avant les quatre collègues qui composent son conseil d'administration (« représentants de l'État », « collectivités territoriales d'Ile-de-France », « représentants des diverses activités contribuant à l'émission des substances surveillées », « associations agréées de protection de l'environnement et [...] personnes qualifiées »). La version refondue de cette plaquette s'ouvre sur une double page intitulée « AIRPARIF : une association indépendante¹⁹ ».

D'autres associations situent davantage leur action dans le registre de la collaboration institutionnelle. Le système d'alliances sur lequel elles s'appuient peut être rendu visible symboliquement, comme le fait l'ASQAP en reprenant les logos des partenaires institutionnels en première page de son bulletin d'information et avec une page spécifique sur son site internet.

Les associations de surveillance valorisent par ailleurs leur regroupement dans un système d'alliances à vocation fédérative. La mention « Membre agréé du réseau Atmo » est de fait un label généralement présent sur les documents des associations (le plus souvent sous le logo en première page), et elle vient renforcer l'idée d'une insertion dans un ensemble institutionnel structuré. La pluralité de représentation au sein des conseils d'administration peut au surplus être insérée dans certaines présentations comme garantie d'objectivité.

Homogénéisation et normalisation de l'information

Des facteurs d'homogénéisation jouent conjointement dans le travail des réseaux et leurs pratiques de communication. Les différentes expériences ont en effet pu être rapprochées et discutées dans une communauté de

19. *AIRPARIF L'atmosphère capitale*, octobre 2000, p. 2-3.

spécialistes qui s'est constituée à l'échelle du territoire national, et même au-delà. Cette communauté a pu renforcer ses liens et ses échanges par l'organisation de réunions plus ou moins régulières et plus ou moins formelles et par la mise en place de groupes de travail.

Les journées interréseaux sont chaque année une occasion de confronter les expériences et de s'inspirer de certaines initiatives. La participation des associations à la Fédération Atmo, créée en mars 2000, pousse également dans le sens de l'homogénéisation. Un groupe de travail « communication » a en outre été mis en place sous l'égide du ministère de l'Environnement. Ce dernier affiche une démarche de concertation avec les associations de surveillance et l'Ademe pour la définition des conditions de diffusion de l'information. Ces différents lieux de rencontre plus ou moins institutionnalisés sont de nature à nourrir des logiques mimétiques, favorisant la diffusion des initiatives jugées intéressantes et l'alignement sur les pratiques majoritairement adoptées.

L'engagement dans des systèmes d'assurance qualité a été une autre évolution mise de plus en plus fréquemment en avant par les associations de surveillance. Cet engagement vise l'ensemble de la chaîne de l'information, depuis le recueil des données jusqu'à leur diffusion, et s'apparente aussi à une recherche de gages complémentaires pouvant contribuer à renforcer la crédibilité des éléments produits.

De fait, l'entrée dans ces procédures de qualité s'appuie sur des orientations et des discours similaires dans les associations. C'est par exemple dans « le souci de donner à la population des informations d'une qualité irréprochable » que l'ASPA (Association pour la surveillance et l'étude de la pollution atmosphérique en Alsace), qui fut d'ailleurs le premier réseau européen certifié selon la norme ISO 9002, a lancé en 1994 une démarche d'assurance qualité²⁰. Même type d'argument à l'ASCOPARG, où les responsables ont cherché à s'appuyer sur une standardisation des procédures, consignes, modes opératoires, de façon à avoir la même qualité de données dans le temps. La « démarche qualité » mise en place par l'association a ainsi permis la certification ISO 9002 en février 1999.

20. « L'expérience de l'ASPA en matière d'assurance qualité », in Ademe, *Le savoir-faire français en matière de surveillance de la qualité de l'air ambiant*, Paris, Ademe Editions, 2001, p. 46.

Ces labels de qualité permettent de construire une image valorisable vers l'extérieur et apparaissent utilisés couramment dans cette perspective. Les informations produites sont l'occasion de mettre en avant les démarches engagées dans cette direction.

En bref, tout bien considéré, s'il y a information, celle-ci ne concerne pas seulement la qualité de l'air. Car que dit-on aussi au lecteur plus ou moins implicitement ? Qu'il y a des gens qui travaillent, qui ont une mission de surveillance et qui effectivement s'en occupent, qui ont la compétence pour cela et qui se dotent des moyens appropriés (appareils, équipements...). Mais c'est souvent en filigrane que ce genre de message apparaît, c'est-à-dire sans que cela demande forcément à être écrit noir sur blanc. Les photographies sont par exemple de nature à renforcer ce type de message latent. Comme on l'a signalé, nombre d'entre elles montrent des personnes dans leur travail : devant un appareil de mesure, dans un laboratoire, devant un ordinateur... Tous ces éléments s'organisent comme s'il s'agissait de donner une impression de sérieux. Au-delà des obligations provenant du cadre institutionnel, l'agencement de ces éléments discursifs et symboliques permet ainsi de donner une forme de visibilité et de matérialité aux procédures de surveillance qui sont élaborées et suivies. Du sérieux donc, mais pas trop. Car il s'agit aussi de produire une information qui ne rebute pas le lecteur potentiel et qui l'invite même à approfondir le savoir dont il dispose déjà. L'apparence générale se voit donc conférer un rôle non négligeable.

LA DIFFUSION D'INFORMATION COMME OUTIL DE PRÉVENTION

Informé, mais aussi mobiliser : un travail d'engagement des citoyens pour pousser au changement

Dans tout ce travail transparaît une ambition qui n'est pas seulement informative. Les discours avancés visent aussi à infléchir certaines pratiques quotidiennes des populations, plus particulièrement quant à la circulation automobile. De fait, au-delà de l'analyse des phénomènes de pollution, les données produites par les réseaux de surveillance, avec la communication qui s'installe autour, sont devenues également un outil de sensibilisation à la nécessité de ne plus négliger la question et de développer des réponses appropriées.

Les automobilistes sont devenus la cible principale des démarches ainsi engagées. L'information produite tend à être positionnée dans un rôle qui consiste aussi à essayer de leur faire percevoir les effets dommageables du trafic automobile et, accessoirement à mettre en évidence d'autres possibilités de déplacements. Les habitudes de déplacement sont ainsi mises en question, et l'opportunité de leur changement est soulevée. Il y a là une strate argumentative qui peut être retrouvée dans des initiatives institutionnelles de gestion de la mobilité, et qui peut même leur servir d'appui dans un travail de justification.

Ces démarches se fondent sur une double hypothèse. D'une part, le citoyen se voit imputer une responsabilité personnelle dans la formation des problèmes. Les résoudre suppose que chaque individu puisse prendre conscience des nuisances que ses pratiques peuvent engendrer. D'autre part, les actions de sensibilisation se voient attribuer une efficacité performative, capable de faire évoluer les attitudes et ainsi de modifier les comportements.

La construction de la nécessité d'une mobilisation collective est ainsi prolongée par la description de capacités d'action personnelles. Une petite brochure, éditée en mai 1997 à l'initiative du ministère de l'Environnement et prétendant présenter *5 informations claires, 7 gestes simples*, fait par exemple ce lien : « La qualité de l'air est l'affaire de tous, au quotidien. Sans toutefois arrêter de me chauffer ou encore d'utiliser ma voiture, je peux agir en utilisant rationnellement les énergies dont je dispose. » L'argumentation vient ainsi signifier au lecteur que la qualité de l'air est un sujet dont il doit aussi se préoccuper et que les moyens d'action sont à rechercher dans sa vie courante.

Dans une interview pour un périodique institutionnel local, Marie-Blanche Personnaz, directrice de l'ASCOPARG, va jusqu'à parler d'une « culture qualité de l'air » à inculquer à large échelle, l'assimilation de l'indice Atmo n'étant qu'une étape vers un ajustement généralisé et quotidien des comportements : « Notre objectif lancé il y a huit ans dans l'agglomération d'initier une "culture qualité de l'air" de la population est à présent atteint : nos concitoyens ont compris l'intérêt de disposer de la valeur de l'indice Atmo chaque matin. Il nous faut à présent dépasser ce premier niveau de connaissance pour déclencher des changements de comportement en matière de consommation d'énergie et de déplacements et pas seulement quand nous approchons des seuils d'alerte ! Nous aurons gagné lorsque notre choix de

déplacement par exemple sera influencé par l'indice de qualité de l'air prévu pour la journée, au même titre que nous prenons un parapluie sur une prévision météorologique²¹. »

Le travail d'intéressement peut se faire aussi plus pressant lors d'opérations comme « En ville sans ma voiture ! ». Plus que l'information, l'objectif de ce dispositif est une sensibilisation de la population aux enjeux associés à la maîtrise du trafic automobile. Il vise à montrer sur un plan pratique, par l'exemple, les moyens de réduction des nuisances automobiles²².

Cet ensemble argumentaire à vocation mobilisatrice vient souvent en fin de chaîne discursive, comme un aboutissement logique : après l'exposé du problème est présentée la solution. Les argumentations employées font appel à une forme de civisme écologique et, en ce sens, leurs présupposés ne sont pas totalement spécifiques aux questions de pollution atmosphérique. Le langage de la responsabilisation individuelle est en effet déjà largement appliqué à d'autres enjeux environnementaux²³. Dans le cas de la qualité de l'air, ce langage débouche aussi sur une demande faite à chacun d'ajuster son comportement pour une nouvelle cause commune, à l'image de l'extrait suivant tiré d'un document pédagogique de l'ASQAP : « Le citoyen a un rôle primordial et doit participer à l'effort collectif. Il a le droit de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé. Il a aussi le devoir de préserver la qualité de l'air en adaptant son comportement²⁴. »

21. Entretien avec Marie-Blanche Personnaz, directrice de l'ASCOPARG, « Ne pas aller vers une dérive catastrophiste », *Le Metroscope* (« Le périodique de Grenoble-Alpes Métropole, communauté d'agglomération »), n° 16, février 2001, p. 10.

22. Ces intentions, qui vont au-delà de la préservation de la qualité de l'air, sont par exemple rappelées sur le site consacré à la promotion de l'opération :

www.22september.org/info/fr/jour.html : « Une telle opération s'articule donc autour de trois types d'actions visant à :

- encourager l'usage des modes de transport et de déplacement alternatifs à la voiture particulière,
- sensibiliser et informer les citoyens sur les enjeux liés à la mobilité durable en ville et sur les risques liés à la pollution,
- montrer la ville sous un autre jour grâce notamment à un trafic motorisé réduit au sein de périmètres réservés. »

23. Pour le cas des déchets ménagers, voir par exemple RUMPALA, 1999.

24. Verso de la fiche « Tous acteurs pour lutter contre la pollution », in « Ne prenons plus l'air à la légère ! », Document pédagogique, ASQAP/Conseil régional de Picardie, novembre 1997.

Il y a là un contraste avec d'autres discours présents dans l'espace public et à la tonalité plus militante, comme ceux des organisations écologistes. Certes, ces éléments de discours responsabilisant peuvent être retrouvés dans une partie des argumentations écologistes. Mais ces dernières témoignent aussi d'autres modalités possibles de désignation des responsabilités. Curieusement, il y a en effet des acteurs qui sont peu visibles dans la production informative de l'appareil institutionnel de surveillance atmosphérique : les acteurs de l'industrie automobile par exemple. Peu de choses sont dites sur les efforts que ces acteurs auraient entrepris de leur côté. De même pour les conséquences de choix publics structurants, qui sont en fait de nature à faire glisser vers des controverses plus politiques.

Le discours des Verts Isère permet par exemple de montrer les différences d'optiques : « Nous proposons de limiter la place et les budgets publics accordés à l'automobile et d'augmenter ceux des autres moyens de transport. Nous proposons de rendre chaque maire juridiquement responsable de la pollution dans sa ville, et de l'adoption d'un Plan de Déplacement Urbain impératif privilégiant les transports en commun, les piétons et les cyclistes aux dépens de l'automobile. De plus, les agglomérations doivent être progressivement réaménagées pour rapprocher les lieux d'habitat des lieux de travail. Réorganiser l'espace et les transports prendra des années, mais si on ne fait rien maintenant, dans dix ans il sera trop tard²⁵. »

Des démarches de rapprochement avec les publics

Les associations de surveillance ont pris conscience de l'intérêt à utiliser des événements locaux pour donner une visibilité à leur action. Chaque agglomération ou région a des manifestations propres qui peuvent être autant d'occasions de participation. Ce sont toutefois les manifestations touchant à l'air ou à l'environnement qui tendent à être privilégiées. Pour ce type de relation d'échange, chaque association possède des panneaux d'exposition qu'elle peut présenter sur les stands mis à disposition.

Les associations de surveillance ont pu aussi reprendre le dispositif d'intéressement national que constitue l'opération annuelle « En ville sans ma voiture », en l'adaptant aux orientations locales. Cette opération est par exemple devenue pour AIRPARIF une occasion régulière d'intervention.

25. « Avec Les Verts limitons l'automobile pour faire respirer la ville », Tract des Verts Isère.

Des communiqués de presse sont diffusés le jour même et permettent de mettre en avant des résultats chiffrés de l'opération.

Ces différents événements sont pour les associations une occasion d'entrer en contact avec la population et de l'intéresser en distribuant leur documentation écrite. Le compte rendu de ces initiatives dans les médias locaux peut également constituer un facteur supplémentaire de visibilité.

Le ministère de l'Environnement mène aussi des actions événementielles. Le 5 juin 1997, il a organisé une journée de l'air dans le cadre de la journée mondiale de l'environnement. L'objectif affiché était de sensibiliser le public à la nécessité de réduire la pollution atmosphérique et de présenter les actions engagées dans cette perspective. Plus de 1 000 opérations ont été enregistrées dans les villes françaises ayant adopté le principe de cette journée. À cette occasion, la Direction de la prévention des pollutions et des risques a publié trois documents pour le grand public, respectivement sur l'ozone, sur la surveillance de la qualité de l'air et un livret pédagogique sur les comportements à adopter pour limiter la pollution de l'air. Le Haut Comité de la Santé Publique a par la suite proposé de reprendre cette idée et d'« instaurer une journée nationale de l'air²⁶ ».

Toutes ces démarches voient notamment les jeunes générations comme des soutiens potentiels à enrôler, avec l'idée sous-jacente que la sensibilisation gagne en efficacité si elle commence tôt. D'où des intermédiaires spécifiques : « mallettes pédagogiques », expositions itinérantes, interventions dans les établissements scolaires. Cette cible particulière que constituent les enfants est abordée par un large recours au registre ludique, présent à la fois dans le contenu et dans la manière de transmettre ce contenu.

La promotion d'une modification des comportements

Comme nous l'avons signalé, les souhaits exprimés dans les discours produits ne se limitent pas à la préservation de la qualité de l'air. Ils tendent à être prolongés par d'autres souhaits, notamment l'adoption massive de certains comportements, qui devraient en l'occurrence permettre de réduire les émissions atmosphériques indésirables. L'addition de ces comportements individuels devrait alors aboutir à un bénéfice collectif.

26. Voir Haut Comité de la Santé Publique, 2000, p. 157-158.

Une même vision stratégique s'est ainsi mise en place pour assurer la prise en charge collective des problèmes de pollution atmosphérique. Elle ne se réduit pas à faire que le citoyen prenne conscience des conséquences de ses activités ; elle vise aussi à lui montrer les possibilités qu'il a de les corriger. L'hypothèse sous-jacente prend une forme logique : si les sujets visés sont informés, ils pourront agir en conséquence. Autrement dit, l'information tend alors à être envisagée et positionnée comme un pont entre la connaissance et l'action.

L'agencement des arguments présentés tend ainsi à construire une figure de l'automobiliste responsable. Dans cette perspective, c'est de son comportement personnel que dépend le bien-être commun. Un ensemble de conduites tombe sous le coup de la désapprobation, tandis que d'autres sont valorisées.

Le citoyen qui s'intéresse à la qualité de l'air rencontre en somme assez rapidement des recommandations à son intention. Ces recommandations témoignent, d'une autre manière, de la communauté discursive qui s'est constituée autour de la surveillance de la qualité de l'air. Elles peuvent être portées par des institutions nationales comme le ministère de l'Environnement. Son petit livret intitulé *5 informations claires, 7 gestes simples* incite notamment en avant-dernière page (« Que puis-je faire ? ») à limiter l'usage de la voiture ou à revoir ses conditions d'utilisation. Ces recommandations ont été reprises sans grands changements par certains réseaux de surveillance.

L'intérêt de l'action sur les comportements apparaît au surplus lié à la perception de limites du côté des solutions technologiques. La tendance semble être en effet à la croissance du nombre de véhicules en circulation, et cette évolution obligerait à « trouver des solutions alternatives », comme le suggère un document pédagogique de l'ASQAP : « Diminuer le pouvoir polluant des véhicules ne sert à rien si le parc continue à augmenter. Réduire l'utilisation de la voiture par une maîtrise des déplacements et l'utilisation de moyens de transports non polluants ou collectifs constitue une solution d'avenir²⁷. »

27. Verso de la fiche « La pollution automobile », in « Ne prenons plus l'air à la légère ! », Document pédagogique, ASQAP/Conseil régional de Picardie, novembre 1997.

Dans le cas de l'automobile, ce sont en fait les mêmes recommandations qui reviennent couramment et qui peuvent donc être classées en quelques catégories :

- les recommandations visant le mode de déplacement : elles se présentent comme une promotion de solutions de remplacement (transports en commun, covoiturage, vélo, marche), l'utilisation de l'automobile pour les déplacements courts étant particulièrement visée ;
- les recommandations sur l'entretien du véhicule (réglage du moteur...) ;
- les recommandations sur la conduite du véhicule (conduite « en souplesse », respect des limitations de vitesse).

Ces discours se placent dans le registre du conseil, et non de la contrainte. Les solutions présentées ont une apparence de simplicité. En fait, c'est plus l'usager que l'objet automobile (et l'organisation sociale correspondante) qui est remis en cause. Si les réseaux de surveillance considèrent la mobilité comme une dynamique à gérer, c'est davantage dans sa dimension individuelle et quotidienne. Cet accent mis sur la responsabilité personnelle a une conséquence importante dans la grille de lecture proposée : il tend en effet à masquer les raisons structurelles de l'augmentation du trafic. Le plus souvent, l'ensemble discursif ainsi avancé déconnecte la problématique des déplacements automobiles des choix collectifs plus larges (aménagement, urbanisme...) dont ils sont dépendants.

L'orientation des axes de recommandation vers les comportements individuels contribue au surplus à faire disparaître les stratégies industrielles et commerciales des constructeurs automobiles. Les travaux de l'Ademe avaient par exemple pu mettre en évidence une augmentation tendancielle de la masse des véhicules, ce qui influe sur leur consommation et donc leurs émissions. L'information produite par les réseaux de surveillance ne traite guère non plus de la climatisation automobile, dont le développement est encouragé par les constructeurs, mais qui a aussi pour effet d'augmenter la consommation de carburant et peut engendrer des fuites de gaz frigorigène.

Au bout du compte, des contradictions qui relèvent plutôt d'un niveau systémique tendent à être reportées au niveau individuel. Mais les recommandations présentées peuvent paraître dérisoires face à des tendances lourdes comme l'augmentation de la mobilité et du trafic.

Conclusion

En France, le développement communicationnel sur la qualité de l'air s'inscrit dans la dynamique qui suit la loi sur l'air et ses prolongements réglementaires. Les dispositions promues ont eu pour effet d'impulser et de stimuler des démarches de renforcement et d'amélioration du travail informatif. Par ces activités de surveillance et d'information, c'est un vaste réseau sociotechnique qui se structure et qui est censé offrir des éléments de réponse à certaines inquiétudes de la population, en se plaçant en quelque sorte entre elle et l'air qu'elle respire. En fait, pour savoir si l'air est pollué, la population est mise dans une position où elle doit faire confiance aux données et aux synthèses qui lui sont fournies.

La qualité de l'air est en effet un exemple de sujet où les citoyens, dans leur très grande majorité, se retrouvent dans une situation de dépendance face à des connaissances spécialisées qu'ils ne maîtrisent pas. Dans le cas étudié ici, la mise en circulation de connaissances ne signifie pas qu'il y a réduction de la dépendance du public²⁸. De fait, ceux qui reçoivent ces informations, mais qui resteraient sceptiques, devraient s'engager dans un lourd travail d'accumulation de nombreuses compétences pour évaluer la pertinence des éléments fournis. Par conséquent, même si l'information paraît en grande partie décentralisée et polycentrique, elle reste l'objet d'une forme de monopole.

Dans son ensemble, l'activité d'information se positionne d'ailleurs dans une logique de l'offre plutôt que dans une logique de la demande. L'activité informative est mise en œuvre sans que soient véritablement connus les besoins en information des populations. Les attentes des destinataires sont souvent supposées limitées à leur environnement personnel le plus direct.

Les stratégies adoptées dans les associations en matière de communication tendent ainsi à dépendre pour une part non négligeable de la personnalité des dirigeants et des personnels y participant. Des différences sont perceptibles entre des attitudes strictement professionnelles et des postures presque militantes. Certains responsables de réseau montrent une volonté d'aller plus

28. Cette forme d'hétéronomie par rapport à un appareil technobureaucratique est à rapprocher de l'« expropriation des sens » que décrit Ulrich Beck, sans d'ailleurs pousser très loin l'analyse (« Anthropological Shock: Tchernobyl and the Contours of the Risk Society », in BECK, 1995, p. 65-66 ; ce chapitre avait été publié pour la première fois en 1987).

loin que certaines obligations réglementaires, notamment pour pouvoir donner des éléments d'appréciation sur des polluants dont la surveillance n'est pas obligatoire. Mais la réalisation des obligations minimales d'information s'avère une mission déjà lourde pour des réseaux dont beaucoup sont encore en phase de développement.

L'étude des intermédiaires mis en circulation permet de mieux saisir la nature des informations diffusées. Ces documents et autres supports sont d'autant plus importants à étudier qu'ils participent aussi à la construction d'une représentation collective des problèmes en cause et des solutions à apporter.

De fait, c'est l'activité de surveillance qui est en quelque sorte montrée et mise en scène à travers l'information mise en circulation. L'air est construit comme un élément vital dont il faut éviter la dégradation, et donc comme un objet justiciable d'une intervention institutionnelle. Dans l'image donnée, le problème est repéré, il est pris en charge. L'ensemble des discours tend ainsi à se placer dans un registre performatif. L'information s'apparente alors à un dispositif de cadrage des problèmes et d'affichage de leur maîtrise.

Les caractéristiques des intermédiaires produits sont à mettre en relation avec la destination prévue ou envisagée. En l'occurrence, ces informations sont majoritairement destinées au grand public, donc à un public relativement indifférencié et largement profane. Ceci suppose un contenu accessible au plus grand nombre, avec un effort pédagogique supplémentaire lorsqu'il s'agit d'un jeune public scolarisé.

L'activité déployée a d'ailleurs des implications plus vastes que le seul aspect informatif. L'enjeu est non seulement d'attirer l'attention du public sur le sujet de la pollution atmosphérique, mais aussi de montrer que la préservation de la qualité de l'air concorde avec l'intérêt de chacun, de lier cet intérêt individuel avec le maintien de ce bien collectif. Dans les dispositifs d'information tels qu'ils sont mis en œuvre, il y a l'idée que tout individu peut, voire doit, être un participant actif à la gestion collective de l'atmosphère. En ce sens, l'information ne véhicule pas seulement des schèmes de perception ; elle tend aussi à promouvoir des modèles de conduite.

L'intention sous-jacente apparaît en effet de confronter le public avec les conséquences négatives de certaines de ses activités. De fait, les données et arguments sont aussi agencés de façon à donner à voir aux populations le caractère plus ou moins nuisible que peuvent avoir leurs comportements, notamment lorsqu'ils touchent à l'utilisation de l'automobile. En s'inscrivant dans une logique persuasive, la justification de cette mission d'information paraît alors plus ambiguë, laissant l'impression que les citoyens ne sont en fait informés que parce qu'on attend d'eux une adaptation de leurs conduites.

Au demeurant, il n'est pas sûr que l'information produite soit largement reçue. Celle-ci risque plutôt de se perdre dans un océan immense. Les informations mises en circulation, comme tant d'autres, finissent immergées dans une profusion de messages et de discours, dont le rapprochement peut dans certaines conditions être source de tensions, voire de contradictions. D'un côté, l'objectif de préservation de la qualité de l'air débouche en effet sur une incitation de l'automobiliste à ne pas se servir de son véhicule, ou du moins à en réviser les modalités d'utilisation. Mais de l'autre subsistent des sollicitations puissantes et massives provenant de l'univers automobile. L'information sur la pollution atmosphérique vient se heurter à un flux médiatique rempli de publicités pour des automobiles. Des publicités dans lesquelles les constructeurs et leurs agences de communication savent jouer sur la voiture comme symbole social, dans lesquelles ils la montrent généralement roulant dans des espaces où la relation avec la nature est presque idyllique. La production journalistique peut aussi se situer dans un registre paradoxal : elle peut véhiculer des craintes sur la pollution atmosphérique, mais chaque baisse des ventes de véhicules est presque décrite comme une catastrophe, *a fortiori* lorsqu'elle concerne principalement les marques nationales.

Constructeurs automobiles et compagnies pétrolières ont d'ailleurs su développer habilement leur propre communication environnementale. Certaines compagnies pétrolières distribuent dans leurs stations-service des documents gratuits en forme de petits journaux leur permettant de présenter leurs arguments. Ceux de la société Elf ont par exemple annoncé la résolution prochaine du problème de la pollution urbaine et une réduction significative des émissions de gaz à effet de serre, grâce à l'amélioration des véhicules et des carburants.

L'information produite peut subir des torsions, mais le pire destin qu'elle puisse connaître est peut-être qu'elle finisse par faire simplement partie du bruit de fond. Toute organisation se doit désormais d'avoir une communication. Tous les organismes publics, tous les territoires politiques (régions, départements, villes...) ont leur communication institutionnelle. Ajouté aux productions journalistiques, commerciales, tout cela produit un flux énorme de messages et de sollicitations. Pour les réseaux de surveillance, il peut dans ces conditions être difficile de faire émerger leur propre communication, *a fortiori* sans qu'elle soit brouillée, ou même engloutie.

RÉFÉRENCES

- AKRICH M., CALLON M., LATOUR B. (1988), « À quoi tient le succès des innovations. Premier épisode : l'art de l'intéressement », *Gérer et comprendre*, n° 11, juin, p. 4-17.
- BECK U. (1995), *Ecological Enlightenment. Essays on the Politics of the Risk Society*, Atlantic Highlands, Humanities Press.
- CALLON M. (sous la direction) (1988), *La science et ses réseaux. Genèse et circulation des faits scientifiques*, Paris, La Découverte.
- CALLON M. (1991), « Réseaux technico-économiques et irréversibilités », *Les figures de l'irréversibilité en économie*, Boyer R., Chavance B., Godard O. (sous la direction de), Paris, Editions de l'EHESS.
- Communication & organisation*, n° 20, 2^e semestre 2001, « La communication du risque ».
- GIDDENS A. (1994), *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan.
- Haut Comité de la Santé Publique (2000), *Politiques publiques, pollution atmosphérique et santé. Poursuivre la réduction des risques*, Rennes, Editions ENSP.
- Hermès*, n° 21, 1997, « Sciences et médias ».
- LARAMÉE A., VALLÉE B. (1991), *La recherche en communication. Eléments de méthodologie*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- LATOUR B. (1995), *La science en action*, Paris, Gallimard, collection Folio/Essais.
- RUMPALA Y. (1999), « Le réajustement du rôle des populations dans la gestion des déchets ménagers. Du développement des politiques de collecte sélective à l'hétérorégulation de la sphère domestique », *Revue française de science politique*, vol. 49, n° 4-5, août-octobre, p. 601-630.
- SHARP L., RICHARDSON T. (2001), "Reflections on Foucauldian Discourse Analysis in Planning and Environmental Policy Research", *Journal of Environmental Policy & Planning*, vol. 3, n° 3, July/September, p. 193-209.
- THÉVENOT L. (1986), « Les investissements de forme », *Cahiers du centre d'études de l'emploi*, n° 29, « Conventions économiques », Paris, PUF.